



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 05/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**BONNIEU**

Pérignon  
59 chemin de la Matte  
33270 Bouliac

Références : 26-175  
Code AIOT : 0005200602

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2026 dans l'établissement BONNIEU implanté Pérignon 45, chemin de la Matte 33270 Bouliac. L'inspection a été annoncée le 24/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite de contrôle s'inscrit dans le cadre d'une inspection régionale coordonnée par l'inspection des installations classées et porte sur les produits chimiques présents dans l'installation.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BONNIEU
- Pérignon 45, chemin de la Matte 33270 Bouliac
- Code AIOT : 0005200602
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le centre VHU BONNIEU bénéficie pour son site, sis 45 Chemin de la Matte, 33 270 Bouliac d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 8 décembre 1988 pour la récupération de pièces détachées de véhicules automobiles.

La société BONNIEU bénéficie également d'un arrêté préfectoral d'agrément en date du 16 mai 2014 pour la prise en charge, le stockage, la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage.

La société BONNIEU a fait l'objet de plusieurs rappels à la loi par voie de mise en demeure ainsi que de sanctions administratives qui ne sont pas traités dans la présente inspection.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AR - 3
- REACH

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité ( FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant entrepose et manipule un nombre et un volume de produits chimiques très faibles, ce qui limite fortement le risque associé. La connaissance du risque est limitée mais proportionnée aux enjeux.

Les produits utilisés ne sont pas entreposés sur rétention ce qui constitue une voie d'amélioration, mais les déchets liquides issus de la dépollution des véhicules le sont.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Fiche de données de sécurité ( FDS)

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</p> <p>Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les produits chimiques identifiés sur le site sont un produit de nettoyage des pièces issues de véhicules dépollués en vue de leur réemploi (vente de pièces détachées), un dégrissant et un nettoyant de sol.</p> <p>Sur place, l'inspection constate que les fiches de données de sécurité sont présentes dans le bureau administratif ainsi que sur le poste de travail de l'opérateur qui les utilise principalement et qui en a connaissance.</p> <p>L'inspection constate qu'un bidon de 5 L non étiqueté rempli d'un liquide non identifié est présent dans l'atelier.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'identifier le liquide contenu dans le bidon non étiqueté et de le traiter de manière adéquate (ré-étiquetage, élimination).</p>

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 2 : Mesures de maîtrise des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
<b>Constats :</b>  La mesure de maîtrise des risques principalement identifiée dans les FDS parcourue est l'utilisation d'absorbants non combustibles en cas de déversement. Sur site, l'inspection constate la présence d'un tel matériau en stock ainsi qu'un seau en contenant une quantité opérationnelle à côté de la zone d'entreposage et d'utilisation principale des produits chimiques.
Type de suites proposées : Sans suite

**N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<b>Constats :</b>  Sur place, l'inspection constate que les produits chimiques utilisés ne sont pas entreposés sur rétention. Le volume total de produits concerné est de l'ordre de 30 L.  En revanche, les déchets liquides issus de la dépollution des véhicules, représentant des volumes

beaucoup plus importants (de l'ordre de 10 m3) sont entreposés sur des rétentions correctement dimensionnées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant d'entreposer, sous 1 mois, l'ensemble des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols sur des rétentions correctement dimensionnées et de le justifier par envoi de photographies à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
<b>Constats :</b>  Les produits entreposés ne présentent pas d'incompatibilité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
<b>Constats :</b>  Les produits chimiques visés par cette inspection ne font pas l'objet d'un suivi formalisé de l'état des stocks. Toutefois, le nombre de contenants et la consommation sont très limités : seuls 6 bidons de 5 L (1 ou 2 exemplaire par produit) sont entreposés avec des consommations allant de 1 à 4 bidon par an selon les produits. Les bidons sont entreposés sur une étagère devant le poste de travail de l'opérateur qui les utilise le plus et qui sollicite un réapprovisionnement au besoin.  Les volumes d'entreposage et d'utilisation ne justifient pas une formalisation de l'état des stocks pour ces produits chimiques.

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------